



Communiqué

Douala le 23 janvier 2026

Incident sur la plantation Socapalm Edéa - Mise au point

La Socapalm informe l'opinion publique qu'un groupe de femmes se revendiquant de l'Association AFRISE, accompagnées de journalistes de certains médias locaux, s'est introduit ce jour sur la plantation Socapalm Edéa, sans information préalable ni autorisation formelle.

Cette intrusion s'est déroulée en violation des procédures en vigueur et a été marquée par des actes d'agression à l'encontre du responsable de la sécurité en poste. La Socapalm rappelle que l'accès à ses sites est strictement encadré, pour des raisons de sûreté et de sécurité des personnes et des biens.

La Socapalm précise qu'elle n'a été saisie, ni formellement ni par une quelconque autre voie officielle, d'une action annoncée ou d'une revendication préalable à cette intrusion. Toutefois, dès que la Direction générale a été informée de la situation, elle a immédiatement sollicité un échange avec le groupe concerné afin de privilégier le dialogue et l'apaisement. Cette démarche n'a pas été suivie d'effet : aucun membre du groupe n'a donné suite et aucune revendication formelle n'a été exprimée.

Les retours obtenus ultérieurement auprès des journalistes présents sur le terrain indiquent que cette action viserait à s'opposer au programme de replanting.

La Socapalm rappelle que le replanting correspond exclusivement au rajeunissement du verger sur des superficies déjà exploitées et ne constitue, en aucun cas, une extension. Depuis 2023, l'entreprise fait face à des blocages récurrents de la communauté d'Apouh, ainsi que de femmes se revendiquant de l'Association AFRISE, dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, et ce malgré les sensibilisations réalisées et les communications des autorités administratives sur le sujet, notamment lors des réunions tripartites organisées en lien avec ces blocages.

Le programme de replanting a, en effet, fait l'objet d'une sensibilisation formelle auprès des autorités administratives ainsi que des communautés concernées, dont la communauté d'Apouh.

La Socapalm réaffirme son engagement en faveur d'une communication transparente et ouverte avec l'ensemble de ses parties prenantes, y compris les médias. Elle appelle l'opinion nationale et internationale à éviter toute instrumentalisation de cet incident et réitère sa disponibilité pour un dialogue apaisé, dans un cadre respectueux des règles, des personnes et des institutions.

Contact :
info-scp@socapalm.org

